

# « Boko Haram m'a enlevé et a tenté de m'endoctriner »

TCHAD La situation sécuritaire s'est nettement améliorée, mais il faut rester prudent

- Moussa fait partie des milliers de jeunes enlevés par le groupe terroriste du Nigeria.
- Il a réussi à s'échapper et vit avec plus de 150.000 déplacés sur les rives du lac Tchad.
- L'aide internationale s'est organisée mais manque de fonds.

REPORTAGE  
BOL (LAC TCHAD)

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Dans la lumière dorée de la fin d'après-midi, le lac Tchad, vu d'hélicoptère, a des allures de paradis terrestre. Des oiseaux blancs survolent les îlots arborés. Les berges aussi sont d'un vert éclatant en cette fin de saison des pluies. Mais les habitants de cette région ont été plongés en enfer par la folie meurtrière de Boko Haram. Venus du Nigeria voisin, des groupes de cette secte islamiste terroriste ont débarqué sur les îles et dans les villages des environs. Et tout a basculé.

« Un jour, ces hommes armés sont arrivés dans mon village, raconte Moussa (nom d'emprunt), 18 ans, qui ressemble à Mohamed Ali jeune. Ils ont tué plusieurs personnes, puis ils nous ont dit, à moi et à d'autres jeunes : vous venez avec nous ou on vous tue. On n'avait pas trop le choix, on les a suivis, mais ils nous ont séparés. Ils nous ont expliqué que nos parents étaient de mauvaises personnes qui avaient été influencés par les valeurs de l'Occident, que nous ne devions pas suivre leur chemin. Ils ont essayé de nous endoctriner. Ils nous ont donné une formation coranique en insistant sur certains versets. Ils nous ont aussi appris à utiliser des armes, à nous battre. »

Quand on demande à Moussa s'il a participé à des combats, à des attaques de villages, il dit que non. Mais son visage ouvert sur lequel passent parfois des sourires se ferme et devient dur. Pour préserver sa réputation, éviter de passer auprès de ses voisins pour un terroriste assassin, il préfère probablement ne pas tout dire...

« Mais j'ai vu des gens se faire chicoter, se faire maltraiter. J'ai aussi vu de loin des villages se faire attaquer. Ils avaient toujours la même tactique : plusieurs petits groupes de deux ou trois hommes de la secte s'approchaient puis attaquaient le village à quatre endroits différents. Les villageois se trouvaient encerclés. Les Boko Haram fouillaient les maisons, prenaient tous les téléphones. Ils accusaient les villageois d'être sataniques car occidentalisés. Ils tuaient des gens, achevaient les blessés pour terroriser, mais ceux qui acceptaient de les suivre étaient protégés. »

Moussa est resté un an et demi avec les combattants de Boko Haram. « A un moment, on a été scindés en deux groupes, il y a eu une grande dispute entre deux chefs de Boko Haram, et ceux avec qui j'étais étaient beaucoup moins organisés. Certains captifs avaient entendu à la radio que les autorités du Tchad conseillaient à ceux qui, comme moi, avaient été enlevés de s'enfuir et de revenir dans nos villages, qu'on n'aurait pas d'ennuis. Alors un soir, à quelques-uns, nous avons décidé de nous enfuir. Et nous avons réussi, nous sommes revenus chez nous. »

## Programme de réinsertion

Avec deux autres jeunes ayant comme lui été enlevés, Moussa vient de commencer un programme de réinsertion organisé par l'ONU comprenant une assistance psychologique, de la déradicalisation mais aussi une formation professionnelle.

Car les agences de l'ONU sont maintenant présentes en nombre pour venir en aide à la population de la région du lac Tchad. Côté tchadien, 150.000 personnes y ont trouvé refuge, chassées de

chez elles par les attaques de Boko Haram, qui s'ajoutent aux 400.000 personnes qui y vivaient mais ont perdu leurs moyens de subsistance.

La région du lac Tchad était jadis prospère : avec ses terres riches et irrigables, elle était le grenier du Tchad, et les poissons qui y étaient pêchés étaient vendus dans le reste du pays.

La proximité du Niger, du Nigeria et du Cameroun favorisait les échanges : des troupeaux de bétail étaient envoyés pour être vendus dans les pays voisins, et tout le monde se retrouvait, d'un pays à l'autre, sur les grands marchés de la région. Mais avec l'offensive de Boko Haram, les routes ont été coupées et les frontières fermées, et l'armée a chassé les habitants des îles pour pouvoir y traquer les terroristes.

« Il y a deux ans, la situation était vraiment dramatique, le taux de malnutrition infantile était extrêmement élevé, raconte Mary-Ellen Mc Groarty, directrice du PAM (Programme alimentaire mondial) au Tchad. Il y a eu une grande opération d'aide humanitaire et les choses ont bien évolué, elles se sont stabilisées. Nous travaillons maintenant à améliorer la résilience de ces populations. Ici, il n'y a plus de distributions de nourriture sans condition : on demande aux gens de créer de petits groupes de producteurs et alors ils reçoivent de l'argent ou de la nourriture. »

« Pour aider les familles déplacées à redémarrer, on leur donne de petits ruminants pour qu'elles

puissent recréer un troupeau comme celui qu'elles ont perdu en fuyant, détaille Joli Bonheur, responsable de la FAO (Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation) sur place. Chaque femme reçoit trois chèvres et un bouc, plus un peu d'argent cash. On leur distribue aussi des semences, après avoir négocié avec les autorités pour que ces familles puissent obtenir un morceau de terrain à cultiver. »

## Organiser des écoles

« Pour que cela ne pèse pas sur les familles autochtones, on a ré-

habilité des polders : ces parcelles qui n'existaient plus sont pour les déplacés. Il a aussi fallu remettre en état des canaux d'irrigation, reprend Mary-Ellen Mc Groarty. Ainsi, les paysans peuvent avoir plusieurs récoltes par an. Tout est très vert maintenant, mais revenez dans deux mois, et tout sera desséché, brûlé par le soleil. Et pour éviter les jalousies, on aide aussi les gens d'ici. Car il est évident que la pauvreté et le manque d'éducation contribuent aussi au développement de Boko Haram. Lorsque ce groupe offre une perspective à un jeune qui n'en a aucune, il la saisit. De l'aide a donc été apportée au gouvernement tchadien pour organiser des écoles dans cette région où il n'y en avait quasi pas : pour les familles qui vivaient sur les îles, c'est extraordinaire, leurs enfants sont les premiers depuis des générations à être scolarisés. En fournissant aux gens des services de santé et d'éducation, de l'assistance agricole, on leur donne aussi autre chose de très précieux : l'espoir. »

La situation sécuritaire s'est nettement améliorée, mais il faut rester prudent : il y a un mois, une jeune femme kamikaze envoyée par Boko Haram a été arrêtée sur le marché avant qu'elle ne réussisse à se faire exploser. Depuis, les forces de l'ordre tchadiennes multiplient les contrôles. Plus au nord, c'est beaucoup plus dangereux, il y a encore des terroristes et il y a des zones pratiquement inaccessibles.

Mais pour continuer cette reconstruction, il faut de l'argent, et le programme établi par les agences de l'ONU pour la zone du lac Tchad est dramatiquement sous-financé. Seuls 36,3 % des 121 millions de dollars requis en 2017 ont été reçus.

« Vous devez vous rendre compte que le problème du lac Tchad, c'est un problème qui affecte en réalité le monde entier, plaide Adoum Fortey, gouverneur de la région. Car il s'agit de lutter contre le terrorisme, or plus aucun pays n'est épargné par ce fléau. Il faut lutter contre Boko Haram militairement, mais aussi avec des infrastructures de base. Et pour cela, nous avons besoin d'aide. » ■

VÉRONIQUE KIESEL

**FORCE MULTINATIONALE****« Nous avons libéré de nombreuses localités »**

Tout le haut commandement de la Force multinationale mixte est, sous bonne garde, réuni ce matin dans son QG de N'Djamena. Cette force, réorganisée en 2015 par le Nigeria, le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Bénin pour lutter contre Boko Haram, est commandée depuis juillet dernier par le général nigérian Leo Irbor.

Fines lunettes, visage mince, le Nigérian explique au ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders, de passage au Tchad, le bilan de deux années d'opérations contre ce groupe qui a terrorisé toute la région, sans se soucier des frontières : « Nous avons mené deux opérations majeures, dont la dernière, Rawan Kada, a permis de libérer de nombreuses localités qui étaient aux mains de Boko Haram. Ce revers, accompagné des appels à désertir lancés via la radio Dandal Kura (mise en place par la coopération américaine, NDLR), a poussé de nombreux membres de Boko Haram à se rendre indi-

viduellement aux autorités. » « La sécurisation de ces zones, poursuit-il, a aussi permis d'apporter de l'aide aux nombreuses personnes déplacées très vulnérables. Pour que la paix soit durable, il faut que les populations du lac Tchad soient impliquées dans des activités socio-économiques. Mais la menace est toujours réelle : les membres de Boko Haram, qui menaient précédemment de vraies opérations militaires, en sont maintenant réduits à se dissimuler parmi la population et se limitent à des actions terroristes, utilisant des bombes et des attaques suicides. Nous voulons donc continuer notre mission pour obtenir encore plus de

résultats. »

« Cette force multinationale mixte a permis aux militaires de ces cinq pays de pouvoir poursuivre Boko Haram au-delà de leurs frontières respectives et de lui porter des coups décisifs, decode Didier Reynders. Nous y contribuons via l'Union européenne qui a débloqué un budget de 50 millions d'euros. Ma visite au Tchad était la première d'un ministre belge dans ce pays et, lors d'une rencontre avec le président Idriss Déby, nous avons convenu de mener des consultations bilatérales régulières. Du terrorisme à la migration, les sujets chauds ne manquent pas. »

V.K.

